

Comment soigner une humanité à +2°C ?

Audrey Sala • Revue Alternatives Humanitaires

Les 15 et 16 avril derniers s'est tenue la conférence « Santé et changements climatiques : soigner une humanité à +2°C », organisée par la Croix-Rouge française à l'occasion des cent ans de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Cette « première COP humanitaire » avait pour objectif de recenser les principaux défis du changement climatique sur la santé et le secteur humanitaire. Regroupant des participants du monde académique et humanitaire, elle s'est articulée autour d'une quinzaine de débats et d'ateliers de travail. La rédaction était présente pour en livrer, ici, une synthèse non exhaustive.

En avril 1919, alors que la « grippe espagnole » continue de ravager l'Europe et l'Asie, s'appêtant à faire trois fois plus de morts que la Grande Guerre, soixante spécialistes de la médecine préventive, des soins infantiles, de la tuberculose, du paludisme, des soins infirmiers se réunissaient à Cannes pour une conférence médicale. Ce seront ces médecins, issus de cinq délégations de la Croix-Rouge (américaine, britannique, italienne, japonaise et française) qui poseront l'acte fondateur de ce qui deviendra la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), aujourd'hui le plus grand réseau humanitaire du monde.

Depuis 1919, les besoins de santé ont évolué. La « santé globale » s'est étendue aux services sociaux, à l'assainissement, à la nutrition, à la prévention, à l'éducation médicale ou à la santé mentale, pour aujourd'hui se confronter aux enjeux du changement climatique, défi majeur de santé publique. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime à 250 000 le nombre de morts supplémentaires par an dans le monde d'ici 2030 du fait du changement climatique. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture nous alerte sur la corrélation entre malnutrition et exposition aux changements climatiques. La Banque mondiale estime que 100 millions de personnes supplémentaires seront frappées par l'extrême pauvreté, impliquant la résurgence de maladies et des mouvements de population favorisant l'apparition de conflits. D'autres études démontrent que deux milliards de personnes supplémentaires seront exposées à un risque de transmission du virus de la dengue d'ici 2080... Les effets du changement climatique sur la santé sont donc nombreux et dévastateurs.

La gouvernance internationale a pourtant adopté un certain nombre de textes universels protecteurs de l'environnement, comme l'accord de Paris sur le climat, fruit des négociations tenues lors de la Conférence des parties (COP21). En ouverture de la conférence de Cannes, l'ancien ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius pointait pourtant les « dirigeants somnambules » – ceux qui n'agissent pas ou pas assez, au risque de mettre en danger des millions de vies. Le mouvement de la Croix-Rouge entend manifestement jouer un rôle clé de plaidoyer international pour les réveiller. Francesco Rocca, président de la FICR, a plaidé pour que des actions politiques et des actes concrets soient adoptés au cœur même du mouvement de la Croix-Rouge. Il invite notamment à engager le dialogue au sein des réunions statutaires du mouvement,

comme la Conférence internationale de la Croix-Rouge¹, un moment unique pour une action commune qui intègre – au sein de la Stratégie 2030 du mouvement² –, la question du changement climatique. Rocca rappelle d'ailleurs l'importance des Sociétés nationales et leur rôle clé pour développer des politiques au niveau national et local. Une idée qui semble faire consensus : si les participants de la Conférence s'accordent pour souligner l'importance de l'existence de règles supranationales, les actions de proximité restent primordiales. Le niveau communal serait le pivot pour la coordination et la mise en place des actions de sauvetage et de prévention.

L'adaptation aux vagues de chaleur en milieu urbain

Dans un contexte d'urbanisation croissante³, la question des vagues de chaleur en milieu urbain devient essentielle en santé publique. Joy Shumake-Guillemot, médecin et coprésidente du Réseau mondial d'information sur la chaleur et la santé (GHHIN) au bureau santé et climat de l'OMS, précise que ces vagues sont définies sur la base de la climatologie de la région. S'il n'existe pas de définition exacte de la vague de chaleur, on s'entend généralement pour considérer qu'elle doit durer trois jours au moins et se dérouler pendant la plus chaude période de l'année. Mondialement, il est observé que chaque événement de ce type est de plus en plus chaud et dure plus longtemps : les villes se réchauffent de plus en plus vite. L'humidité amplifie l'influence des hautes températures (de nombreux centres urbains sont situés dans des régions tropicales ou subtropicales et sur les côtes) ; la végétation a été remplacée par du ciment, du métal, du verre, de l'asphalte, autant d'éléments qui collectent la chaleur au lieu de la disperser. Dès lors, les villes génèrent elles-mêmes de la chaleur (trafic, voitures, moteurs) qui ne se dissipe pas, d'autant plus en cas de brouillards et de pollutions localisés qui provoquent et accentuent des mini-effets de serre.

Les conséquences climatiques de telles vagues de chaleur sont importantes (incendies, augmentation des précipitations dans les zones humides, déclenchements d'ouragans, élévation du niveau de la mer, etc.) entraînant pour les personnes un nombre important de conséquences sur la nourriture, l'eau, l'économie, les infrastructures, la sécurité et la santé. Camilo Mora, professeur à l'université d'Hawaï, a même recensé « vingt-sept façons de mourir du fait d'une vague de chaleur⁴ » ! Or aujourd'hui, 55 % de la population est urbaine, une proportion qui passera à plus de 70 % d'ici trente ans. Le nombre de personnes vulnérables augmente également : la population est vieillissante et un cinquième de la population vit dans des bidonvilles. Il apparaît donc nécessaire de mobiliser les villes sur la gestion de la chaleur, de travailler avec les leaders des villes pour l'*empowerment* des communautés et de prendre des mesures locales de réduction des vulnérabilités.

Résister, s'adapter : plaider pour une approche globale

¹ « La Conférence internationale est la plus haute autorité délibérante du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Elle rassemble toutes les composantes du Mouvement et les représentants des États parties aux Conventions de Genève tous les quatre ans », voir <https://www.icrc.org/fr/document/conference-internationale-de-la-croix-rouge-et-du-croissant-rouge>

² Site dédié à la *Stratégie 2030 : une plateforme pour le changement*, <https://future-rcrc.com/fr>

³ Voir *Alternatives Humanitaires*, dossier « La bombe urbaine : quel impact pour les humanitaires ? », n° 10, mars 2019, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/numero-10-mars-2019>

⁴ Camilo Mora, Chelsie W.W. Counsell, Coral R. Bielecki, Leo V Louis, “Twenty-Seven Ways a Heat Wave Can Kill You: Deadly Heat in the Era of Climate Change”, *Circulation Cardiovascular Quality Outcomes*, 2010, www.soc.hawaii.edu/Mora/Publications/Mora%20060.pdf Son laboratoire a également développé une application en ligne qui recense le nombre de jours qui seront mortels du fait de vagues de chaleur en fonction des positions géographiques, <https://apl.esri.com/globalriskofdeadlyheat/>

Un rapport récent⁵ affirme que les dérèglements climatiques représentent un risque extrême pour deux villes africaines sur trois. Au Mozambique, le cyclone Idai de mars 2019 a ainsi détruit plus de vingt hôpitaux. Dans ce contexte climatique, renforcé par l'élévation du niveau de la mer ou de crues subites, l'emplacement des établissements de santé devient une considération majeure pour assurer la résilience aux phénomènes météorologiques extrêmes, a rappelé Kirsi Madi, directrice du Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR). Il devient urgent de repenser le système de santé dans son ensemble, par une approche plus systémique et globale, comme l'a rappelé Diarmid Campbell-Lendrum, médecin et responsable de l'équipe Santé et changements climatiques à l'OMS. Ainsi, les infrastructures essentielles doivent être construites, conçues et améliorées pour mieux résister aux catastrophes naturelles.

Les questions de l'accessibilité financière et des politiques de gratuité pour les populations les plus vulnérables, enjeux majeurs depuis des années, sont réactivées par le changement climatique. Comme le précisait Christophe Paquet, médecin et chef de la division Santé et protection sociale à l'Agence française de développement (AFD), il est nécessaire de considérer le climat et l'adaptation comme un problème global qui intègre les questions d'équité et d'accessibilité. Virginie Le Masson, chargée de recherche à l'Overseas Development Institute (ODI), appelait à son tour à une approche holistique, inclusive et venant de l'État : « Il ne s'agit pas uniquement de l'accès à la santé, mais de l'accès à tous les éléments essentiels : droits, transport, éducation, etc. » Accompagner le renforcement des systèmes de santé irait, selon elle, en ce sens. Tout comme la couverture sanitaire universelle (CSU) serait un moyen de réduction des vulnérabilités et d'équité. La résolution des Nations unies, adoptée à l'unanimité en décembre 2012, invite d'ailleurs les gouvernements à accélérer la transition vers cet accès universel à des services de santé de qualité et abordables d'ici 2030⁶.

Le financement des actions climat-santé et ses alternatives

Or nous sommes dans un contexte de *gap* financier estimé à 2,5 milliards de dollars par an pour parvenir aux objectifs de développement durable (ODD). Elhadj As Sy, secrétaire général de la FICR et membre fondateur de la Global Commission on Adaptation, indique que, de manière plus structurelle, ce sont aussi les fonds pour le climat qui doivent être accrus pour des projets d'adaptation aux conséquences sanitaires du changement climatique. Ainsi, l'OMS estime que seulement 0,5 % des fonds multilatéraux pour l'adaptation aux changements climatiques ont été alloués à des projets de santé. Selon As Sy, en plus d'une crise financière, nous sommes aussi confrontés à une crise de confiance. Après l'initiative de Bamako en 1988 et la Déclaration d'Abuja (2000), les États s'étaient engagés à investir 50 % de leur budget national dans la santé. Une promesse qui n'a pas été tenue. Dans ce contexte, il a invité les participants à développer les partenariats et à privilégier les connexions avec les nouvelles générations comme levier pour que les gouvernements appliquent leurs engagements et rendent des comptes.

Si les partenariats sont évoqués pour couvrir le manque de financements, le maître-mot du mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge semble sans aucun doute celui de l'innovation financière. Ainsi, Jemilah Mahmood, médecin et sous-secrétaire générale pour les partenariats à

⁵ «84% of world's fastest growing cities face 'extreme' climate change risks», Verisk Maplecroft, November 2018, <https://www.maplecroft.com/insights/analysis/84-of-worlds-fastest-growing-cities-face-extreme-climate-change-risks>

⁶ « L'ONU plaide pour une couverture sanitaire "pour toutes et tous, partout dans le monde" », *ONU Info*, 12 décembre 2018, <https://news.un.org/fr/story/2018/12/1031571>

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

la FICR, a présenté la « Global Innovation Finance Transformation⁷ » mise en place par les Sociétés nationales de la Croix-Rouge au Kenya, au Danemark et en Grande-Bretagne. Son objectif est de développer un portefeuille financier innovant de la FICR, une tendance déjà forte et contestée⁸. Dans la lignée des *development impact bonds*, *social impact bonds* et autres *humanitarian impact bonds*, cette initiative génère le développement de produits diversifiés comme les *islamic bonds*, les *CAT bonds* ou les *green bonds*. Agnès Soucat, médecin et directrice de la Gouvernance et du financement des systèmes de santé à l’OMS, rappelle l’obligation des gouvernements en termes de régulation du secteur privé et de fiscalité et précise que la taxe carbone ou les taxes sanitaires pourraient représenter des ressources estimées à 50 milliards de dollars par an. Pour elle, le poids du consommateur, du citoyen et de l’action collective pour changer les comportements est essentiel. Enfin, Alexandra Rùth, cheffe de la *Task Force* Adaptation humanitaire au changement climatique de la Croix-Rouge allemande, a présenté le *forecast-based financing*⁹, un programme innovant permettant d’accéder à des financements humanitaires pour mettre en place une action anticipée, basée sur l’utilisation des données climatiques et météorologiques afin d’anticiper des catastrophes, de prévenir leur impact et de réduire les souffrances et pertes humaines.

Rencontre avec Jean-François Mattei

Garder l’éthique au cœur des préoccupations. Retour sur la rencontre entre Jean-François Mattei, ancien ministre de la Santé, ancien président de la Croix-Rouge française et cofondateur de la revue *Alternatives Humanitaires* et Virginie Troit, directrice de la Fondation Croix-Rouge française.

Virginie Troit – *À l’ère de l’anthropocène, l’éthique peut-elle se saisir de l’articulation entre les activités humaines et l’environnement ?*

Jean-François Mattei – Nous vivons dans un monde qui change. Nous acquérons de nouvelles connaissances et, qui dit nouvelles connaissances, dit nouvelles situations et nouveaux choix. Faire des choix, c’est se livrer à un questionnement. Et l’éthique est ce questionnement. Après la Conférence de Rio, en 1992, nous avons pris conscience de l’évolution du climat et j’ai pensé qu’il fallait traiter de l’éthique écologique et donc de l’éco-éthique.

L’éthique, dans ses choix, se situe par rapport aux valeurs humaines qu’il faut respecter : la dignité, l’intégrité, la recherche de l’épanouissement et la bonne santé. L’Homme a le droit à la protection de sa santé. Dans la situation environnementale que nous connaissons, parfois menaçante, il faut des solutions immédiates. À moyen ou long terme, il faut des précautions, de la prévention parce que les enjeux sont colossaux. On pourrait se demander si on a sacrifié l’environnement. Ce dont je suis persuadé c’est qu’il faut remettre l’Homme au centre. L’éthique est là pour le permettre. Dès lors que vous redonnez à l’Homme l’autonomie de choix pour dire ce qui est bien pour lui, ce qui est bon pour sa santé, vous lui redonnez le moteur de la décision, qui devrait ensuite être repris par les responsables.

V. T. – *Comment les principes éthiques de bienfaisance, de non-malfaisance, de justice, peuvent-ils nous guider et guider les décideurs politiques ?*

⁷ Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, <http://media.ifrc.org/innovation/gift/>

⁸ Joël Le Corre, « Les contrats à impact social ou l’État pyromane », *Alternatives Humanitaires*, n° 7, mars 2018, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/2018/03/14/contrats-a-impact-social-letat-pyromane>

⁹ <https://www.forecast-based-financing.org>

J.-F. M. – Dans toutes les décisions prises depuis 1992, nous n'avons pas cherché à comprendre ce qui se passait. Or nous devons conjuguer la pensée et l'action et remettre au cœur la préoccupation sanitaire. Nous devons penser en homme d'action et agir en homme de pensée. En disant cela, je ne fais que décliner la définition de la santé de l'OMS comme étant un état de bien-être complet : physique, mental et social. Les humanitaires ont un rôle majeur à jouer, non seulement parce qu'ils s'occupent de santé, mais parce qu'ils s'occupent de vulnérabilités, de précarité et que tout cela est parfaitement lié. Le Mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge doit s'engager davantage dans ce secteur. Je pense de bon augure la création de plus de quinze centres de recherche au sein du mouvement. Si ces centres de recherche se fédèrent et fonctionnent en réseau, nous aurons d'excellents résultats.

Les limites de l'adaptation : les effets combinés du changement climatique en contexte de conflit

Malgré une mobilisation grandissante, l'écart se creuse entre les besoins humanitaires et la capacité d'y faire face. En contexte de conflit, alors que les populations se trouvent déjà dans des situations de vulnérabilité extrême, le changement climatique ne fait que renforcer leurs vulnérabilités, rappelait Dorothea Hilhorst, professeure à l'International Institute of Social Studies (ISS) de l'université Erasmus de Rotterdam. En cela, le changement climatique représente un multiplicateur de menaces et un vecteur de vulnérabilités. Alors que les besoins de santé augmentent, les infrastructures de santé sont détruites tandis que l'accès des populations aux services les plus fondamentaux se réduit. Il s'agit même parfois d'une véritable stratégie politique et militaire, comme le souligne Bruno Jochum, ancien directeur général et directeur des opérations du centre opérationnel de MSF à Genève¹⁰.

Bien qu'il n'y ait pas de lien de causalité prouvé entre le changement climatique et certains conflits, Bastien Alex, codirecteur de l'Observatoire géopolitique des enjeux sécurité-défense des changements climatiques (Institut des relations internationales et stratégiques – Iris), rappelle qu'il existe un lien de corrélation entre la sécurité et le changement climatique¹¹. Ce dernier ajoute en effet une tension sur la ressource qui doit être croisée avec des paramètres anthropiques, comme la croissance démographique ou les mouvements de population. Il existerait donc bien un nexus changement climatique-sécurité-ressources impactant directement les politiques d'adaptation. Jimmy Kilang, vice-président de la Croix-Rouge du Sud-Soudan, a ainsi évoqué l'exemple de son pays, où les répercussions du changement climatique se font d'ores et déjà sentir. Les températures augmentant et les précipitations diminuant, la rareté des ressources y renforce les conflits entre pastoralistes et agriculteurs. Les populations en zones rurales rejoignent les villes, multipliant les migrations intra- et inter-étatiques. Un effet présenté par Bruno Jochum comme un mécanisme d'adaptation majeur des populations en conflit face auquel on observe de plus en plus de barrières politiques et une crise globale de l'accueil. Pour Jochum, la résilience dépasse pourtant les frontières d'un État. Et dans un contexte de faible tolérance au franchissement des frontières, il alerte sur les capacités des acteurs humanitaires à faire face à cette multiplication des besoins et à l'effondrement, précisément, de cette résilience. Il appelle les acteurs humanitaires à examiner leurs propres politiques, à adapter leur réponse, à

¹⁰ Lire l'article qu'il a coécrit dans le présent numéro.

¹¹ Bastien Alex, Alain Coldefy et Hervé Kempf, « Conséquences du dérèglement climatique pour le ministère de la Défense », juin 2014, <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2014/11/EPS2013-Les-conséquences-du-dérèglement-climatique-pour-le-ministère-de-la-défense.pdf>

être lucides sur leurs capacités à déployer l'aide. Surtout, il leur enjoint de témoigner de leurs capacités limitées de prévention et d'adaptation pour les victimes de conflits dans un contexte où le changement climatique exerce plus de pression sur les sociétés et contribue à davantage d'instabilité. Les scientifiques, les écologistes ont déjà lancé de nombreuses alertes.

D'autres communautés de professionnels, comme les humanitaires, doivent aujourd'hui les épauler¹². C'est sans doute, plus largement, la conclusion temporaire que l'on doit tirer de cette conférence qui aura montré, à tout le moins, que le plus grand réseau humanitaire mondial se refuse à laisser sous silence les impacts humains et sanitaires du changement climatique.

Biographie • Audrey Sala

Après avoir participé à la création de la Fondation Handicap International et de la Fondation Vivre Debout, Audrey Sala a accompagné les fondateurs de la revue *Alternatives Humanitaires* depuis les prémices du projet. Aujourd'hui, elle est chargée de communication et de coordination pour l'association éponyme. Titulaire d'un master 2 théorie et pratique des droits de l'Homme de l'Institut des droits de l'Homme de Lyon, Audrey a également travaillé à Amnesty International France en tant que consultante externe pour la création de leur Fondation et à Handicap International pour le screening éthique des partenariats financiers. Elle est, depuis mai 2017, membre de l'équipe de coordination opérationnelle du Forum Espace Humanitaire.

Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires.

Pour citer cet article : Audrey Sala, « Comment soigner une humanité à +2°C ? », *Alternatives Humanitaires*, n°11, juillet 2019, p. 64-75,

<http://alternatives-humanitaires.org/fr/2019/07/18/comment-soigner-une-humanite-a-2%E2%80%89/>

ISBN de l'article (PDF) : 978-2-37704-547-1

¹² Pour aller plus loin, outre l'article précédemment cité, voir Bruno Jochum *et al.*, "Climate Change and Health: an urgent new frontier for humanitarianism", *The Lancet Countdown*, November 2018, www.lancetcountdown.org/media/1422/2018-lancet-countdown-policy-brief-msf.pdf